



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 30 avril 2009 (06.05)
(OR. en, nl)**

9265/09

COPEN 79

NOTE

| | |
|----------|---|
| de: | E.M.H. Hirsch Ballin, Ministre de la justice, Ministère de la justice des Pays-Bas |
| au: | Conseil de l'Union européenne |
| reçu le: | 7 avril 2009 |
| Objet: | Décision-cadre du Conseil concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne - Déclaration des Pays-Bas |

Les délégations trouveront en annexe une déclaration des Pays-Bas concernant la décision-cadre visée en objet.

Au président du Conseil des ministres
de l'Union européenne
Rue de la loi 175
1048 Bruxelles

Le 24 mars 2009

Objet: Déclaration relative à l'article 28, paragraphe 2, de la décision-cadre 2008/909/JAI

Le 27 novembre 2008, le Conseil des ministres de l'Union européenne a arrêté (en point "A") la décision-cadre concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne (2008/909/JAI, JO L 327).

L'article 28, paragraphe 2, de la décision-cadre stipule que tout État membre peut faire, lors de l'adoption de la décision-cadre, une déclaration indiquant que le nouveau régime introduit par la décision-cadre ne s'applique qu'aux condamnations à des peines de prisons prononcées après l'expiration du délai prévu pour sa mise en œuvre.

Au cours des discussions relatives à la décision-cadre, les Pays-Bas ont constamment plaidé pour que la décision-cadre puisse ne s'appliquer qu'aux cas futurs. L'option prévue à l'article 28, paragraphe 2, a été inscrite à la demande des Pays-Bas (entre autres). Cette option constituait pour les Pays-Bas un élément important de l'accord politique relatif à la décision-cadre conclu lors des sessions du Conseil JAI du 4 décembre 2006 et du 15 février 2007.

La décision-cadre a été inscrite sur la liste des points "A" de l'ordre du jour si peu de temps avant la session du Conseil JAI du 27 novembre 2008 qu'il n'a pas été possible de suivre la procédure interne de préparation du Conseil sur ce point. Il en a résulté que lors de l'adoption de la décision-cadre au cours de la session du Conseil JAI du 27 novembre 2008, les Pays-Bas n'ont pas fait la déclaration prévue à l'article 28, paragraphe 2, de la décision-cadre. Les Pays-Bas avaient pourtant indiqué, lorsque le Conseil JAI du 4 décembre 2006 est parvenu à un accord politique, qu'ils feraient cette déclaration. J'estime que celle-ci peut être considérée comme ayant sorti ses effets lors de l'adoption de la décision-cadre, le 27 novembre 2008. Veuillez trouver ci-après le texte de la déclaration en vue de sa publication obligatoire au Journal officiel de l'Union.

Déclaration des Pays-Bas concernant l'article 28 de la décision-cadre

Conformément à l'article 28, paragraphe 2, les Pays-Bas déclarent que, dans les cas où le jugement définitif a été prononcé moins de trois ans après la date d'entrée en vigueur de la décision-cadre, ils continueront, en tant qu'État d'émission et d'exécution, à appliquer les instruments juridiques qui étaient applicables en matière de transfèrement des personnes condamnées avant l'entrée en vigueur de la décision-cadre.

Le ministre de la justice,
(s.)